

Zoom sur ...

... sur le rapport de la Banque mondiale « Tirer parti de la migration économique pour le développement »**❖ Les chiffres clés du rapport**

En 2018, le nombre de migrants et de réfugiés à travers le monde est estimé à 266 millions de personnes, soit 8 millions de personnes supplémentaire par rapport à 2017. Ce nombre progresse rapidement : la proportion d'immigrants dans la population mondiale a ainsi augmenté de 2,8% en 2000 à 3,5% en 2018.

La part des migrations « Sud-Sud » (34% des migrations internationales) est plus importante que celle des migrations « Sud-Nord » (32%) à l'échelle mondiale. En Afrique subsaharienne en particulier, deux tiers des migrations internationales sont intra-régionales. La Côte d'Ivoire absorbait d'ailleurs près d'un quart des émigrants des pays d'Afrique de l'Ouest en 2017, estimés à 8,9 millions de personnes au total¹.

La France est la 8^{ème} destination des migrations mondiales, avec près de 7,5 millions de migrants accueillis sur notre territoire en 2018.

Par ailleurs, selon les données de Frontex², au cours de la période 2009-2017, les migrants en transit sans papiers ne représentaient qu'environ 6 % de tous les immigrants entrant en Europe.

❖ Les principaux facteurs à la migration

La persistance d'importantes inégalités de richesses entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire ou élevé est l'un des premiers facteurs d'incitation aux migrations – la migration vers un pays plus riche offrant souvent davantage d'opportunités d'emplois aux populations les plus pauvres. Ce facteur est d'autant plus important en Afrique subsaharienne que les pays du sous-continent doivent faire face à une croissance démographique rapide (sa population devrait doubler d'ici 2050, à 2,1 milliards d'habitants, et être multipliée par 3,5 à la fin du siècle ; [voir notre article sur le sujet](#)), impliquant chaque année l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail. Selon [le rapport 2017 sur la compétitivité en Afrique](#), conjointement élaboré par la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque mondiale et le Forum économique mondial, la création de 450 millions de nouveaux emplois serait ainsi nécessaire

au cours des 20 prochaines années pour satisfaire la demande de la population active.

Par ailleurs, le rapport souligne la prise de conscience croissante de l'impact du changement climatique sur les migrations nationale et internationale. En effet, [selon un récent rapport de la Banque mondiale](#), en l'absence de progrès substantiels dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, plus de 143 millions de personnes pourraient être contraintes de migrer au sein de leur pays en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine d'ici 2050 pour échapper aux effets du changement climatique et aux catastrophes naturelles.

❖ Les opportunités pour les pays d'Afrique subsaharienne

Les transferts de fonds constituent un avantage tangible des migrations pour les pays d'origine, en particulier les pays à revenu faible ou moyen ([voir notre zoom sur le sujet](#)). En effet, les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays à revenu faible et intermédiaire sont estimés à environ 529 Mds USD en 2018 – un montant plus de trois fois supérieur au volume de l'aide publique au développement et équivalent aux flux des investissements directs à l'étranger. Les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont grimpé de pratiquement 10 % en 2018, à 46 Mds USD, dont 34,1 Mds USD étaient destinés aux pays de la CEDEAO. L'Afrique de l'Ouest est ainsi la région du sous-continent la plus bénéficiaire des envois de fonds. Autre avantage, les transferts de fonds sont plus stables que les investissements privés : selon le rapport, au cours de la période 2000-2017, le coefficient de variation des transferts de fonds dans les pays à revenu faible ou moyen était ainsi de 0,6, contre 3,2 pour les investissements directs étrangers. Cependant, le coût de transaction des transferts de fonds demeure encore conséquent et inégal selon les pays. Au 1^{er} trimestre 2019, l'envoi de 200 dollars coûte en moyenne 14 dollars à l'émetteur, soit 7% du montant de son transfert ; pour les envois vers l'Afrique subsaharienne, ce taux atteint 9,3% – loin de la cible de 3% fixée par les Objectifs du Développement Durable d'ici 2030.

Le rapport évoque également l'émergence des « diaspora bonds ». La banque de l'habitat du Sénégal a par exemple lancé en mai 2019 une émission obligataire « Diaspora Bonds » afin de lever 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) auprès de la diaspora

¹ Mauritanie et Cap-Vert inclus.

² Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

sénégalaise pour le financement de 100 000 logements sociaux sur les cinq ans à venir. Son prix unitaire était de 10 000 FCFA (15 EUR) et la rémunération de 6,25% par an sur cinq ans. Selon la BHS, qui n'a pas encore communiqué sur le sujet,

l'opération a été bouclée avec « succès » avec un taux de souscription de 113%. Le Sénégal demeure le seul pays d'Afrique de l'Ouest à avoir lancé une telle opération.

Pays bénéficiaires	Total des transferts de fonds en 2018 (M USD)	En % PIB en 2018
Bénin	368	3,5%
Burkina-Faso	437	3,1%
Cap-Vert	243	12,3%
Côte d'Ivoire	363	0,8%
Gambie	245	15,3%
Ghana	3803	7,3%
Guinée	48	0,4%
Guinée-Bissau	27	1,8%
Liberia	387	12,0%
Mali	885	5,1%
Niger	282	3,0%
Nigeria	24311	6,1%
Sénégal	2213	9,1%
Sierra Leone	51	1,4%
Togo	452	8,5%

ACTUALITE REGIONALE

Rapport de la BAfD sur la création d'emplois décentés en Afrique

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a présenté son rapport sur la création d'emplois décentés en Afrique, ce 12 septembre 2019.](#) Intitulé « Création d'emplois décentés : stratégies, politiques et instruments », ce rapport recommande notamment aux pays du continent de : (i) prioriser les activités manufacturières, qui offrent davantage de bénéfices économiques sur le long terme, génèrent des économies d'échelle, encouragent la modernisation industrielle et technologique, favorisent l'innovation et dont les effets multiplicateurs sont importants, (ii) favoriser le développement des zones économiques spéciales, des parcs industriels, des zones agro-industrielles et des complexes de renforcement des compétences pour pallier notamment au manque d'infrastructure, (iii) soutenir les programmes d'apprentissage et d'incubation afin de résoudre les problèmes de décalage entre compétences des jeunes et besoins des employeurs. Pour rappel, la force de travail du continent africain passera à près de 2 milliards de personnes en 2063, contre 620 millions en 2013. Les pays africains doivent donc rapidement trouver des moyens efficaces de créer des emplois pour offrir des opportunités économiques à leurs populations.

Aucun Etat membre de l'UEMOA n'a respecté les 3 critères de premier rang en 2018

[Selon la Commission de l'UEMOA, aucun des 8 Etats membres de l'Union n'a respecté l'ensemble des critères 3 critères de convergence de premier rang en 2018](#), à savoir : i) le maintien du déficit budgétaire global en dessous du seuil maximum de 3% du PIB, ii) la maîtrise du taux d'inflation annuel moyen à 3% au maximum et iii) le maintien de la dette publique en dessous du seuil maximum de 70%. Le Togo (0,8%) est le seul Etat membre à avoir respecté le premier critère, tandis que certains pays comme la Guinée-Bissau (5,1%) et le Burkina Faso (4,9%), sont loin de l'objectif communautaire. Cependant, tous les Etats membres de l'Union ont respecté le 2^{ème} critère et seul le Togo (73,9% du PIB) n'a pu respecter le 3^{ème} critère. Les deux critères de second rang, qui ont trait

au ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales (35%) et aux taux de pressions fiscales (20% du PIB), n'ont également pas été respectés par l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Niger et du Sénégal pour le ratio de la masse salariale. Pour rappel, l'année de convergence est fixée à 2019. Tous les Etats membres sont donc tenus de respecter les 3 critères de premier rang d'ici la fin de l'année.

Rassemblement des acteurs de la filière cacao lors de la 100^{ème} réunion du Conseil international du cacao (ICCO)

Le Vice-président de la république de Côte d'Ivoire a accueilli les membres du conseil de l'ICCO à l'occasion de sa 100^{ème} réunion. Basé à Abidjan, l'ICCO est l'organisation internationale qui rassemble les pays producteurs et consommateurs de cacao. Les questions de prix, de répartition de la valeur, de la meilleure rémunération des producteurs, de la qualité des cacao fins, de la durabilité de la filière et de la promotion de la consommation du cacao sous toutes ses formes ont été au centre des discussions.

BENIN

Contrat de gestion déléguée de la Société béninoise d'énergie électrique

Le conseil des ministres du 11 septembre a validé l'attribution du contrat de gestion déléguée de la Société Béninoise d'énergie électrique SBEE – dont les termes doivent être finalisés – à la société canadienne Manitoba Hydro International. Il appartiendra au groupement SOFRECO-KPMG Togo d'assurer l'audit des résultats dudit contrat à l'aune des objectifs retenus.

Fermeture de la frontière terrestre avec le Nigéria

La fermeture par les autorités nigérianes de sa frontière terrestre avec le Bénin pour quatre semaines depuis le 19 août pénalise la circulation des biens dans les deux sens. Pour ce qui concerne le Bénin, cette décision bloque les marchandises arrivant au port de Cotonou en transit régulier vers Lagos ainsi que la réexportation par les canaux parallèles des produits alimentaires (essentiellement riz et volailles congelées, puis huile,...) et des véhicules d'occasion mis en circulation sur le marché béninois. Sont également touchées les ventes au Nigéria de produits vivriers locaux (tomates, ananas,...) venant du Bénin et plus marginalement du Togo. Il est trop tôt pour savoir si cette mesure – déjà prise dans le passé – relève d'un épiphénomène sans impact réel ou si elle préfigure un changement de stratégie du Nigéria. On notera que la frontière reste toutefois poreuse puisque l'essence au « kpayo » reste disponible et que son prix n'a augmenté que dans des proportions limitées (550 FCFA/l aujourd'hui à Cotonou contre 350 FCFA avant la crise).

BURKINA FASO

Le taux d'autofinancement en baisse dans les établissements publics

Le Conseil des ministres du 11 septembre 2019 a adopté un rapport relatif à l'évaluation des performances des établissements publics de l'Etat. Les résultats de l'évaluation sur la période 2016-2018 montrent que sur 105 établissements publics, 45 établissements publics de l'Etat (EPE) ont un taux d'autofinancement en dessous de la norme de 20%. Le montant des impayés était 18 Mds FCFA (27,4 M EUR) en 2018 contre 4 Mds FCFA (6 M EUR) en 2017, soit une augmentation de 374%. Au niveau des difficultés de fonctionnement, on note, entre autres, la non-opérationnalisation des conseils d'administration dans les EPE nouvellement créés, l'absence de personnes responsables des marchés publics dans certains établissements, etc. Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions pour une rationalisation des EPE afin de leur donner une plus grande efficacité et de contribuer à la réduction du train de vie de l'Etat.

Suspension des titres pour les importations d'huile et de sucre

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat porte à la connaissance des opérateurs économiques que la délivrance des Autorisations spéciales d'importation (ASI) d'huile et de sucre est suspendue jusqu'à nouvel ordre, ce, pour compter du 9 septembre 2019. Cette suspension intervient suite aux différentes concertations entre le département en charge du Commerce et les distributeurs dans le but de trouver des solutions aux graves dysfonctionnements du marché des

produits concernés. En conséquence, il est rappelé à l'attention des opérateurs économiques que conformément au régime général des importations et exportations en vigueur, toute importation sans titre constitue une infraction et sera punie comme telle.

CAP-VERT

La compagnie Asky Airlines étend son réseau

La compagnie aérienne panafricaine, Asky Airlines envisagerait de desservir le Cap-Vert en assurant une liaison Lomé - Dakar – Praia. A partir du 1^{er} avril 2020, la compagnie assurera trois vols par semaine (lundi, mercredi et samedi) avec le Boeing 737-800. Le Cap-Vert deviendrait ainsi le 21^{ème} pays africain desservi par Asky en provenance de Lomé. Mise en service depuis 2010, la compagnie, détenue à 40% par Ethiopian Airlines, possède le plus grand réseau en Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

COTE D'IVOIRE

Les 5 marques de téléphone les plus vendues en Côte d'Ivoire en 2018 sur la plateforme web de Jumia

[Les plus grandes marques asiatiques comme Infinix, Huawei ou encore Samsung, profitent de la forte croissance du marché ivoirien des Smartphones.](#) Selon le dernier rapport de Jumia (l'un des leaders des sites e-commerce en Afrique) sur les tendances du marché de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, les cinq marques de téléphone les plus vendues en 2018 sur sa plateforme web étaient Samsung (Corée du Sud), Xiaomi (Chine), Tecno (Chine), Infinix (Hong Kong) et Huawei (Chine). Pour rappel, avec 25 millions d'habitants, le marché ivoirien est un marché à haut potentiel pour le secteur, d'autant que certains indicateurs sur l'usage des téléphones placent le pays au-dessus de la moyenne africaine : taux de pénétration du mobile de 122% contre 80% en Afrique ; taux de pénétration de l'internet de 22% contre 18% en Afrique, etc.

Coopération franco-ivoirienne pour le développement d'une filière économique du sport

Le ministre de la Promotion des petites et moyennes entreprises (PME), Félix Anoblé a mené une délégation ivoirienne en France pour s'inspirer du modèle économique de la filière sport. La question de l'opportunité de la création en Côte d'Ivoire d'une filière sport portée par les PME était au cœur des discussions. Le ministre ivoirien s'est entretenu avec divers acteurs privés et publics : Union sport et cycle (faitière des entreprises de la filière du sport, des loisirs, du cycle et de la mobilité active), Le Tremplin (Incubateur des startups du sport en France), WinWin Afrique, le MEDEF international, Business France et la direction générale des entreprises du ministère de l'Économie et des Finances.

Soutien aux PME à hauteur de 350 Mds FCFA par la Société Générale

A l'occasion de l'inauguration de la maison de la PME, la Société générale a annoncé le 11 septembre l'engagement de 350 Mds FCFA (533,6 M EUR) sur les 4 prochaines années à venir. Ce montant sera destiné au financement des activités des PME et au conseil aux dirigeants de PME pour le développement de leurs structures. La Maison de la PME est un lieu destiné à l'accompagnement financier des PME.

Visite officielle du Président Ouattara en Arabie Saoudite

Le Président Alassane Ouattara était pour la première fois en visite officielle en Arabie Saoudite où il s'est entretenu avec le roi Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud. Les projets nés de la coopération ivoiro-saoudienne ont été rappelés lors des entretiens : le prolongement de l'autoroute du nord entre Singrobo et Yamoussoukro, la construction d'infrastructures éducatives, la construction du tronçon Taabo-Toumodi, la route Doropo-Bouna, l'approvisionnement en eau potable de la région d'Abengourou. Le Roi saoudien a assuré au chef de l'Etat ivoirien son soutien.

Départ du Directeur général de MTN Côte d'Ivoire

Le Groupe MTN Côte d'Ivoire a annoncé le départ du directeur général M. Freddy TCHALA. Il quittera ses fonctions le 30 septembre 2019. Le Président du Groupe MTN, M. Rob SCHUTER l'a remercié pour les 17 années passées au service du groupe. MTN est le 2^{ème} opérateur du secteur de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, avec environ 33% des abonnés, derrière le leader français Orange (41%).

Annnonce d'une initiative ivoiro-ghanéenne sur la traçabilité du cacao

Les instances ivoiriennes et ghanéennes de régulation du cacao se préoccupent des critiques qui leur sont adressées en termes de conséquences environnementales et sociales de la production de cacao. Ainsi, à l'initiative de Joseph Aidoo, Directeur du Ghana Cocoa Board (Cocobod) et de Yves Brahim Koné, Directeur général du Conseil du café-cacao (CCC), les chocolatiers, les industriels et les négociants se sont réunis à Abidjan. L'objectif de cette rencontre était de rendre plus lisible la durabilité de l'industrie en réformant les systèmes de certification.

GUINEE

La société minière américaine HPX du groupe Ivanhoé va exploiter le gisement de fer du Mont Nimba

La société minière américaine HPX, du groupe Ivanhoé Mines contrôlé par le milliardaire américano-canadien Robert Friedland, va exploiter le gisement de fer du Mont Nimba. La convention de concession a été signée le 5 septembre 2019 en présence du Président Alpha Condé. La société américaine a repris les 95 % des parts de la SMFG détenus par les actionnaires d'Euronimba (BHP, NEWMONT et ORANO, l'ex AREVA). Le gisement situé près de la ville de N'Zérékoré à la frontière avec le Libéria et la Côte d'Ivoire contient environ 1 milliard de tonnes de fer de haute teneur. Une mine de démarrage sera fonctionnelle d'ici un an avec une production annuelle de 5 millions de tonnes, en attendant la fin des travaux pour la capacité normale qui est de 20 millions de tonnes par an. Le coût total de l'investissement est d'environ 1 Md USD. Il est prévu la réduction des avantages fiscaux et douaniers de la concession de base de 2003 et l'octroi à la Guinée d'une redevance additionnelle applicable à toute tonne de fer évacuée par le Libéria de 0,825 USD à 2 USD en fonction des cours du minerai. L'Etat guinéen bénéficie d'une participation gratuite de 15 % en vertu du code minier en vigueur dans le pays.

La banque américaine VISTA sur la liste des repreneurs de la BICIGUI (groupe BNP Paribas)

Le Président Alpha Condé est en tournée aux Etats-Unis depuis le 8 septembre 2019 pour attirer des investisseurs américains. Lors d'une conférence de presse accordée à la voix de l'Amérique, il a annoncé que le groupe américain Vista Bank serait intéressé pour racheter la BICIGUI, filiale du groupe français BNP Paribas. La banque marocaine Attijariwafa figure également sur la liste des potentiels repreneurs.

LIBERIA

Vers la nomination d'un nouveau gouverneur de la banque centrale en octobre prochain

[Le président de la République libérien, George Weah, devrait nommer un nouveau gouverneur à la tête de la banque centrale du Libéria \(CBL\) dès le mois prochain.](#) Un comité chargé de sélectionner le nouveau gouverneur sera bientôt mis en place. Le Président libérien déplore des dysfonctionnements répétitifs au sein de la banque et remet en question la capacité des dirigeants actuels à réorganiser efficacement son fonctionnement. Pour rappel, la banque centrale du pays traverse de nombreux scandales, dont celui de la disparition de 104 M USD durant les derniers mois de la présidence d'Ellen Johnson Sirleaf ou dans les premiers mois suivant l'investiture de George Weah à la tête du pays, en janvier 2019. Sur cette affaire, cinq anciens responsables de la CBL ont d'ailleurs été arrêtés en août dernier, dont Charles Sirleaf (fils de l'ex-présidente Ellen Johnson Sirleaf) pour « blanchiment d'argent », « complot criminel » et « sabotage économique ».

MALI

Le Premier ministre Boubou Cissé en visite de travail à Paris

Le Premier Ministre et ministre de l'Economie et des Finances, Dr Boubou Cissé, a effectué du 9 au 12 septembre 2019 une visite de travail à Paris, suite à l'invitation de son homologue français. A cette occasion, le Chef du Gouvernement était accompagné d'une forte délégation ministérielle et d'entrepreneurs, dont le Président du Patronat (Mamadou Sinsy Coulibaly). Lors de cette visite, il a été reçu par le Président Emmanuel Macron, puis par son homologue, ainsi que plusieurs membres du Gouvernement français, notamment le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (Jean-Yves Le Drian) ; la ministre des Armées (Florence Parly), le ministre de l'Economie et des Finances, (Bruno Le Maire), le ministre de l'Intérieur (Christophe Castaner) pour échanger autour des questions de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et de la politique de gouvernance. Par ailleurs, [Dr Boubou Cissé a aussi rencontré des responsables du Patronat français \(MEDEF\)](#). A l'occasion de ce déplacement, [trois conventions de coopération ont été signées avec le Directeur général de l'AFD](#). La première définit un cadre de dialogue prospectif dans les domaines économiques et de développement entre le Mali et l'AFD, afin de développer un programme de production intellectuelle devant contribuer à alimenter les politiques publiques dans les domaines prioritaires définis par le gouvernement malien. La seconde convention concerne le déblocage par l'AFD d'une subvention de 18,5 M EUR sur 4 ans, destinée à appuyer la production cotonnière malienne dans le cadre du projet « Agreco ». La dernière convention est un appui budgétaire de 15 M EUR destiné au renforcement de la décentralisation.

NIGER

4^{ème} revue du FMI au Niger

Le 26 juin 2019, le Conseil d'administration du FMI a approuvé la 4^{ème} revue du programme économique et financier du Niger appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Le Fonds a par la suite décaissés la somme de 33,8 M DTS (42,7 M EUR) en faveur du Niger, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 90,2 M DTS (114 M EUR). A noter qu'en adoptant cette revue, le Fonds a également approuvé la demande présentée par les autorités d'une dérogation pour non-observation du critère de réalisation relatif à l'apurement des arriérés de paiement intérieurs d'une prolongation de l'accord jusqu'au 22 avril 2020. Le Niger se heurte à des difficultés de développement considérables, aggravées par des incursions terroristes, la faiblesse des prix à l'exportation de l'uranium et le changement climatique. Toutefois, la croissance du PIB a été de 6,5 % en 2018 et devrait être supérieure à 7 % en moyenne au cours des cinq prochaines années grâce aux réformes, au soutien considérable des bailleurs de fonds, à plusieurs grands projets et à l'impulsion exceptionnelle liée au démarrage des exportations de pétrole brut prévu en 2022. La politique budgétaire reste sur une trajectoire d'assainissement pour contenir la dette publique et respecter le plafond de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA.

Vers la réintégration du Niger à l'ITIE

La Commune de Tillabéry a accueilli, le 9 août 2019 dernier, la 1^{ère} réunion du Groupe multipartite de concertation (GMC) du Dispositif national de mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (DN/ITIE-Niger). Cette réunion a donné lieu à l'adoption de plusieurs documents, dont le règlement intérieur et le plan d'actions 2019-2021. L'objectif du Niger est de déposer sa candidature lors du prochain Conseil d'administration de l'ITIE, à la mi-octobre 2019.

Moscou a des vues sur Niamey

Le ministre des Affaires Etrangères de Russie, Sergueï Lavrov, est favorable à l'ouverture d'une ambassade russe au Niger d'ici deux ans. Jusqu'à présent, les relations entre Moscou et Niamey sont suivies par l'ambassadeur russe à Bamako (Mali), Igor Gromyko, arrivé en juin. En mars, le Niger a annoncé vouloir rouvrir sa représentation diplomatique à Moscou, qui avait été fermée à la chute de l'URSS en 1991.

SENEGAL

L'ONU, partenaire du prochain Forum mondial de l'eau au Sénégal

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE) a conclu un accord de coopération stratégique avec le Secrétariat exécutif du Forum mondial de l'eau dont la prochaine réunion se tiendra en mars 2021 à Dakar. Co-organisé par le gouvernement sénégalais et le Conseil

mondial de l'eau, ce Forum se tiendra pour la première fois en Afrique subsaharienne et aura pour thème principal : « La sécurité de l'eau pour la paix et le développement ». L'UNECE contribuera également à « l'initiative 2021 » porté par le gouvernement du Sénégal, qui vise à lancer plusieurs programmes et projets à fort impact socio-économique dans le secteur de l'eau et de l'assainissement avec des résultats tangibles à mettre en valeur lors du forum.

Une baisse des exportations de 14% au 2^{ème} trimestre 2019

Selon la direction de la prévision et des études économiques, les exportations de biens du 2^{ème} trimestre 2019 sont estimées à 477,5 Mds FCFA (728 M EUR), soit un repli de 14% en g.a imputable notamment à la mévente de l'acide phosphorique, des produits pétroliers et de l'or non monétaire, dont les quantités vendues se sont respectivement repliées de 47,9%, 48,2% et 18,5%. Concernant les produits alimentaires, le recul des exportations est principalement attribuable aux légumes frais (-14 M EUR) et aux produits arachidières (-13 M EUR). Il a toutefois été amoindri par les renforcements respectifs des ventes de produits halieutiques (+22 M EUR), de zircon (+2 M EUR) et de titane (+915 K EUR).

SIERRA LEONE

Financement à hauteur de 50 M USD de la Banque mondiale en faveur d'un projet de mobilité urbaine

[Le ministre des Finances du Sierra Leone et le nouveau directeur pays de la Banque mondiale pour le Ghana, le Libéria et le Sierra Leone, Pierre Laporte](#), ont procédé à la signature d'un accord de financement à hauteur de 50 M USD le 22 juillet dernier. Ce financement se répartit comme suit : (i) 13 M USD sur ressources IDA (International development association) destinés à la modernisation et à la professionnalisation des services de transport public, (ii) 31 M USD, dont 29 M USD de financement de IDB (Industrial Development Bank) et 2 M USD de financement du gouvernement sierra-léonais, destinés aux investissements stratégiques dans la mobilité résiliente, (iii) et 6 M USD de financement de IDB destinés au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le pays.

Financement du secteur électrique du Sierra Leone par la US Trade and Development Agency (USTDA)

L'USTDA a annoncé son soutien à un projet énergétique au Sierra Leone. L'agence allouera une subvention de plus de 778 000 EUR (511 M FCFA) pour la réalisation d'études de faisabilité technique, économique, financière, environnementale et sociale. Menées par l'américain WindGen, spécialiste des solutions d'énergie renouvelable, ces études portent sur la mise en place de 40 mini-réseaux au profit des communautés et de 5 de ces installations pour les entreprises commerciales et industrielles. L'étude aura un coût total évalué à 822 000 EUR (540 M FCFA), dont le solde sera fourni par WindGen.

TOGO

5^{ème} revue du programme conclu avec le FMI

Les services du FMI viennent d'achever la 5^{ème} revue du programme appuyé par une Facilité élargie de crédit. Sans préjuger des conclusions qui seront présentées ultérieurement au conseil d'administration du Fonds, il apparaît que le Togo maintiendra en 2019 une croissance stable de l'ordre de 5,3% malgré des retards pris en début d'année dans l'exécution du programme d'investissement ; un taux d'inflation faible, de l'ordre de 0,8%, mais qui témoigne d'une reprise de l'activité après le ralentissement de 2017/2018 suite aux mouvements sociaux ; un déficit budgétaire de l'ordre de 2,9% du PIB en deçà de la norme UEMOA de 3% et cela pour le 3^{ème} consécutif ; et une endettement public en baisse qui pourrait se situer à 70% en fin d'année.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ³	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ⁴ (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ⁴	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ⁵	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁶	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁷	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

³ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

⁴ Trade Map-2017

⁵ PNUD - Classement sur 188 pays

⁶ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁷ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque